

VERS UN ECLATEMENT DE L'IRAK ?

Conférence à l'Ifri, le lundi 12 novembre 2007

avec **Myriam BENRAAD**, chercheuse en science politique et spécialiste de l'Irak, IEP Paris, et
rattachée au CERI,

Etienne de DURAND, responsable des études de sécurité, Ifri,

et **Fanny LAFOURCADE**, *chercheuse en science politique et spécialiste de l'Irak, IEP Paris, et
rattachée au CERI*

Denis Bauchard ouvre la conférence en évoquant l'intervention de Pierre-Jean Luizard à l'Ifri en 2005 qui, dans une intervention prémonitoire, avait très bien décrit les scénarios de l'évolution à laquelle nous assistons actuellement. Le « Chaos irakien », pour reprendre le titre du livre récent de Fanny Lafourcade, nous interpelle, tant la situation sur le terrain est lourde de conséquences, aussi bien en termes de politique intérieure américaine que politique internationale. Cette conférence vise à faire le point, à décrypter par-delà le chaos les grands traits de l'évolution actuelle et des perspectives d'évolution. Les intervenants s'efforceront de répondre aux quatre séries de questions que l'on peut se poser. Quels sont les résultats obtenus par les Etats-Unis, par rapport à leurs objectifs initiaux, qui étaient notamment d'assurer la sécurité de l'Amérique grâce à la promotion de la démocratie, non seulement en Irak mais, par un effet de dominos, dans le Moyen-Orient en général ? Le « surge » s'est-il traduit par amélioration de la situation ? Qu'en est-il de la construction d'un nouvel Etat après les élections successives et l'adoption contestée d'une constitution ? Quelle est la responsabilité dans la situation actuelle des influences extérieures, notamment de celles des pays voisins ? A partir de la situation actuelle, quels scénarios peut-on envisager pour l'avenir ?

Etienne de Durand consacre son intervention à la politique américaine, en se concentrant plus particulièrement sur le *surge*, ses objectifs initiaux et ses résultats tels que l'on peut les interpréter actuellement.

I.- Intervention de Etienne de Durand

L'administration Bush face à un double défi : en Irak, mais aussi aux Etats-Unis mêmes

Les origines du *surge* sont doubles, et tiennent à la situation interne, tant aux Etats-Unis qu'en Irak.

En Irak, il fallait mettre fin à la dégradation de la situation sécuritaire. Après l'accalmie relative fin 2005, l'objectif américain était de se désengager et de passer en deuxième ligne grâce à la formation accélérée des forces de sécurité irakiennes. Or, cette stratégie s'est soldée par un échec, car ces forces, travaillées par le sectarisme, n'obéissent très peu à un gouvernement central, par ailleurs faible et divisé. Suite à la dégradation constante de la situation en 2006, et sauf à se désengager d'Irak, les Etats-Unis n'avaient d'autre choix que de remettre leurs forces en première ligne afin de sécuriser Bagdad et de contenir la guerre civile émergente.

En termes de politique intérieure américaine, l'administration Bush doit également faire face à une dégradation de sa position : les républicains ont été nettement battus aux élections de *mid-term*, le parti démocrate l'emportant tant à la Chambre de représentants qu'au Sénat. L'opinion publique américaine est en effet de plus en plus mécontente de l'action du président Bush, mécontentement immédiatement relayé par la majorité démocrate au Congrès. Face à la lassitude grandissante de la population et aux recommandations du rapport Baker-Hamilton, qui préconise un désengagement progressif et des négociations régionales, il était donc impératif pour l'administration de réagir et de reprendre l'initiative. C'est ainsi qu'est élaborée la stratégie du *surge*.

Officiellement, l'objectif est de stabiliser suffisamment la situation sécuritaire, surtout à Bagdad, pour que le gouvernement irakien puisse engager un processus de réconciliation nationale. Dans cette logique, trente mille hommes sont concentrés dans la capitale. Il s'agit également d'améliorer la formation et donc les performances des forces irakiennes, afin de préparer le désengagement à venir des forces américaines. Ce sont donc des objectifs limités dans leur ambition comme dans le temps, et ils sont d'ailleurs présentés ainsi à l'opinion publique américaine par l'administration, qui met en avant tout à la fois l'insuffisance des effectifs et l'inadéquation des méthodes précédemment utilisées. Il s'agit de redonner une seconde, et sans doute ultime, chance à la tentative de stabilisation de la situation afin de ne pas passer en pertes et profits les efforts et les sacrifices et pertes consentis pendant quatre ans.

Cet objectif se double de nouvelles méthodes de combat : déploiement en tâche d'huile, patrouilles mixtes, déconcentration des troupes américaines, quadrillage du terrain et présence au plus près de la population, du moins à Bagdad. A partir de 2005, en effet, certains éléments de l'armée de terre américaine redécouvrent le thème de la contre-insurrection et la littérature stratégique qui s'y rapporte. En 2006, est ainsi publié le FM 3.06, un document de doctrine ou « manuel » consacré à la contre-insurrection et inspiré d'exemples historiques mais également de réussites locales, notamment celle du général Petraeus à Kirkouk en 2003 ou du colonel Mac Master à Tel Afar en 2005.

Par-delà ces objectifs affichés, il s'agit pour le président Bush de ne pas perdre la guerre, et surtout ne pas assumer clairement et personnellement le coût et les implications d'une défaite sur le plan intérieur. La personnalité du président américain ne l'incline pas à l'hésitation ou à l'autocritique. La thématique au cours des années 2005 et 2006 a d'ailleurs été tout entière axée sur la recherche d'une « victoire » en Irak, les conseillers du président ayant fait le pari que les Américains ne sont pas

tant découragés par les pertes que par l'absence de succès et de perspectives d'amélioration. En outre, l'administration Bush se souvient des conditions dans lesquelles est intervenu le retrait du Viêt-Nam. C'est le parti démocrate qui a initié la guerre puis, avec Mc Govern, qui a proposé le retrait des troupes. C'est encore un Congrès démocrate qui a laissé faire l'offensive nord-vietnamienne de 1975 et donc la défaite finale, que les conservateurs leur reprochent depuis lors. Le président ne veut en aucune façon se retrouver dans la même position. L'évolution de l'opinion ayant rendu impossible la continuation de la même stratégie, il convenait de donner l'impression du changement. Il fallait également gagner du temps, alors que les élections se rapprochent, et en particulier éviter d'être acculé par les démocrates avant que ne démarre pour de bon la campagne électorale. Ainsi, quelques mois supplémentaires ont permis de renverser le sens de la pression, puisque ce sont désormais les démocrates, potentiellement au pouvoir dans un an, qui doivent faire attention à leurs propositions : à l'image d'Hillary Clinton, ils doivent rester prudents dans leurs déclarations tout en ne se coupant pas de leur base, qui est aujourd'hui très hostile à la poursuite des opérations en Irak.

Des résultats incertains

Apparemment, la situation sécuritaire s'améliore de façon incontestable. Les chiffres d'attaques sont en baisse dans la province d'Anbar et à Bagdad ouest, comme l'a souligné le général Petraeus lors de son audition au congrès. Les pertes américaines sont ramenées à leur niveau de 2004 et 2005, soit soixante morts par mois, et il convient de prendre également en compte la plus grande exposition engendrée par les tactiques actuelles. Pour autant, il demeure difficile de se faire une idée précise de la situation : la violence croît dans province de Ninive et les groupes chiites s'affrontent de plus en plus violemment. En outre, il est naturel que des insurgés reculent devant des forces classiques plus puissantes et en pleine offensive. Enfin, même si *Al Qaïda* en Irak est affaibli, l'insurrection sunnite en tant que telle ne l'est pas et peut redémarrer rapidement. En ce sens, les résultats sur le terrain pourraient bien s'avérer temporaires.

Le problème fondamental consiste naturellement à savoir si cette amélioration est durable : quelques signes sont encourageants, comme le ralliement apparent de certains segments de la population sunnite, qui craint un face-à-face avec les chiites. Cependant, le niveau des effectifs actuels n'est pas tenable dans la durée, en raison de la nécessaire rotation des unités : un désengagement partiel à partir de l'été 2008 a d'ailleurs été annoncé par le général Petraeus. Pour obtenir des résultats véritablement probants, c'est-à-dire difficilement réversibles, la stratégie actuelle supposerait d'être étendue dans l'espace comme dans la durée, autrement dit à tout le pays pour une période d'au moins cinq ans, ce qui exigerait des effectifs deux à trois fois supérieurs.

Sur le front intérieur irakien, il y a peu de chances que l'accalmie relative produite par le *surge* permette au processus de réconciliation nationale de véritablement s'instaurer : en effet, il y a trop de morts de chaque côté, ce qui suscite une spirale de vendettas sans fin. L'insécurité galopante conduit à conférer la « légitimité politique » – ou ce qui en tient lieu – au plus bas niveau, celui de la protection individuelle, qui ne peut être assurée que par les milices, les clans, les tribus etc. Le paysage politique est trop fracturé sans doute pour permettre la réussite d'un processus de négociation. Enfin, et c'est sans doute là la raison principale, les principaux acteurs – Moktada el Sadr, le conseil supérieur de la révolution islamique, le parti Dawa, les différents groupes sunnites – estiment tous, à divers degrés, avoir plus à perdre d'un accommodement aujourd'hui, avec les inévitables concessions qu'il suppose, que de la poursuite du combat : ils sont suffisamment nombreux à penser pouvoir « l'emporter », ou du moins être en mesure d'améliorer leur puissance relative, et donc leur « *bargaining power* », pour le moment où les Etats-Unis partiront. Ainsi, la finalité politique du *surge* en Irak n'est-elle pas atteinte.

En revanche, la finalité de politique intérieure, aux Etats-Unis mêmes, l'est largement : le parti républicain a gagné les dix mois dont il avait besoin : la campagne électorale bat désormais son plein. Il en résulte que les candidats républicains ne peuvent plus prendre leurs distances et doivent assumer l'héritage de l'administration Bush. Les démocrates eux-mêmes sont contraints de se montrer prudents, car ils ont de bonnes chances d'hériter du problème, ce qui explique l'attitude

prudente du sénateur Clinton. Plus généralement, l'Irak n'a plus, aux Etats-Unis, la centralité qui était la sienne dans le débat politique il y a encore six mois. Aussi paraît-il désormais probable que l'occupation de l'Irak se prolonge après 2008, sans doute pour plusieurs années. Les Etats-Unis peuvent espérer une stabilisation avec le temps : leur présence dans le Golfe, notamment face à Iran, contribuera au maintien de leur influence mais également servira la propagande d'*Al Qaïda*.

Quelle évolution connaîtra dans l'avenir l'Irak ? Beaucoup d'éléments doivent être pris en considération : la durée de la présence américaine sur le terrain ; le rôle des puissances régionales, notamment l'Iran et l'Arabie saoudite ; l'action et la stratégie des milices et des groupes qui s'affrontent dans une lutte sans merci pour le pouvoir. L'incertitude demeure.

II.- Intervention de Fanny Lafourcade

Dans son intervention, Fanny Lafourcade évoque le processus politique en cours et les problèmes auxquels le gouvernement irakien est confronté : quelle est la réalité du pouvoir irakien aujourd'hui ? Quelle est la stratégie actuelle du gouvernement ? De quelles marges de manœuvre dispose-t-il ? Le pouvoir est-il aux mains des milices ou du gouvernement ? Pourquoi le processus politique est-il actuellement dans l'impasse ? Quel pourrait être le rôle de la communauté internationale pour sortir de l'impasse ?

1)- Y a-t-il encore un Etat ? Le pouvoir des groupes armés

Le système milicien ou la « libanisation » de l'Irak

Comme au Liban durant la guerre civile (1975-1989), sur le terrain en Irak, la situation est aux mains des groupes armés, émanations des forces politiques qui s'affrontent pour le contrôle du territoire. Malgré une forte structuration communautaire, ces groupes opèrent dans une logique d'affrontement généralisé ; les alliances entre eux sont mouvantes, évolutives. L'objet de leur lutte est le contrôle des ressources irakiennes. L'Etat, dans ces conditions, a-t-il encore une réalité ?

La logique de conquête territoriale des milices et groupes armés est particulièrement âpre dans les régions mixtes, où un processus de constitution de zones confessionnelles et ethniques homogènes est en marche. À Bagdad par exemple, la politique d'expulsion forcée (*al-tahjîr al-qasrî*) des populations sunnites des quartiers chiites et inversement mène progressivement à une territorialisation de plus en plus marquée de la guerre civile : alors que la rive droite du Tigre (al-Khark) est plutôt sunnite (sauf le quartier chiite de Shou'la), la rive gauche (al-Roussafa) est plutôt chiite.

Dans le sud du pays, Badr et Armée du Mehdi se disputent violemment le contrôle du territoire. Dans sa zone d'influence, chaque milice impose sa loi, souvent inspirée de préceptes islamiques ou tribaux. Ainsi, à Sadr City, l'Armée du Mehdi a mis en place un système administratif et judiciaire parallèle, composé de cheikhs tribaux et d'oulémas. À Bagdad et à Basra, la milice s'est

attaquée à de nombreuses reprises à des commerçants – coiffeurs, vendeurs de CD et de DVD piratés et d'alcool –, dont les activités étaient jugées contraires à la morale islamique. Sur les campus universitaires, les milices font aussi la loi et le port du voile islamique est imposé aux étudiantes.

La reconstruction de l'Etat n'a jamais eu lieu

La politique de « débaassification » (Order n°1 de Paul Bremer) a eu, de l'avis de tous les experts, un effet dévastateur sur le processus de reconstruction, en décapitant les élites académiques, intellectuelles et administratives irakiennes d'un pays où, sous Saddam, l'adhésion au Parti était quasiment un passage obligé pour entrer dans la fonction publique. Des dizaines de milliers d'instituteurs et professeurs, mais aussi de médecins, de juges, sans parler des militaires de carrière, perdent leur travail. Plus de 200 000 personnes auraient été écartées¹.

Dans ces conditions, l'ampleur de la tâche est immense: il s'agit de construire un nouvel appareil administratif et judiciaire ; cela aurait demandé une expertise, une connaissance de la société irakienne, et des moyens que la coalition victorieuse n'avait pas, dans un contexte d'insécurité croissante et de difficultés politiques grandissantes sur le terrain (opposition de Sistani au plan de transition de Paul Bremer, Fallouja, Najaf, ...). Très vite, il s'avère que les objectifs de départ doivent être revus à la baisse; et surtout que la reconstruction de l'Etat irakien s'avère éminemment problématique. Dans tous les secteurs, la "reconstruction", loin de permettre l'émergence d'un système administratif transparent, efficace, moderne, n'aboutit qu'à la formation de nouveaux réseaux de clientélisme et de corruption, dont les politiciens irakiens mis à la tête des ministères sont des piliers essentiels.

La guerre des fiefs

Ainsi, l'objet de la guerre interne en Irak est aussi de s'approprier les territoires et les institutions les plus générateurs de revenus et de pouvoir. Ainsi, les milices ont investi les entités étatiques placées sous la responsabilité du parti politique dont elles dépendent : *jaych al-mahdi* contrôle, par exemple, les ministères de la Santé, de l'Agriculture et des Transports, et Badr les ministères des Finances, du Travail et des Affaires Sociales, des municipalités ainsi que le ministère d'État pour le Dialogue national. Il est connu de longue date, notamment, que la police et l'armée irakienne ont été massivement investies par les Brigades Badr, et que des escadrons de la mort anti-sunnites opèrent sous couvert de l'uniforme irakien.

Les institutions étatiques locales ou nationales sont devenues des éléments importants de réseaux de corruption, de clientèles et de patronage, dans lesquels il faut s'insérer pour trouver revenus, emploi et protection. Ces réseaux sont complexes, à l'instar de celui de la contrebande du pétrole. S'il est impossible de mesurer le volume effectivement détourné – les Américains n'ont pas mis en place un système transparent d'exploitation et de vente du pétrole irakien dans une industrie caractérisée dès avant 2003 par un fort niveau de corruption –, l'importance des saisies épisodiques par les autorités irakiennes laisse supposer l'étendue du réseau. Il implique également de très hauts responsables, qu'ils soient irakiens – comme Hazem al-Sha'lan, ministre de la Défense dans le

¹ COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES, « Les baasistes dans l'après-Saddam Hussein », 16 décembre 2005, p. 3 (www.commission-refugies.fr/IMG/pdf/Irak-les_Baasistes_de_l_apres_Saddam_Husseini.pdf).

gouvernement de I. 'Allaoui, ou comme Mish'an al-Joubbouri, ancien parlementaire, accusés d'être impliqué dans des affaires de contrebande alors qu'ils étaient en fonction –, qu'ils soient américains ou qu'il s'agisse de responsables politiques des pays limitrophes. L'ouverture des frontières a en effet facilité le développement de ces trafics entre l'Irak et ses voisins : dans le sud, le pétrole est acheminé vers l'Iran, et dans l'ouest, vers la Syrie. Mais ce vaste réseau implique également les tribus et les groupes armés locaux. Dans l'ouest, l'insurrection vise d'ailleurs régulièrement les pipelines, afin de maintenir un acheminement par camion, qu'elle contrôle. Certains estiment ainsi que l'insurrection tire 40 à 50 % de ses revenus de la contrebande de pétrole.

Ainsi, l'Etat irakien n'est qu'un centre de pouvoir parmi d'autres et un enjeu de pouvoir pour les groupes armés, qui cherchent à s'approprier le maximum de ressources.

2)- Y a-t-il encore un gouvernement ? Les limites du gouvernement Maliki

Un gouvernement faible, sectaire et corrompu

Depuis le début de l'année 2007, l'administration américaine accentue la pression sur le gouvernement de N. al-Maliki pour que celui-ci remplisse ses objectifs de désarmement des milices et de mise en œuvre d'un plan de réconciliation nationale. Mais celui-ci a-t-il la possibilité – et la volonté – de résoudre le conflit ? Quel bilan peut-on tirer de l'action du gouvernement ?

Comment contrôler les milices ?

Au lieu de viser uniquement les groupes sunnites, le nouveau plan de sécurité – l'opération *Imposer la loi (fardh al-qanûn)* est lancée en février 2007 - prévoyait de s'attaquer également aux milices chiites, notamment à l'Armée du Mehdi. De nombreux cadres de celle-ci, traqués, se sont réfugiés en Iran. Cette accalmie a cependant été de courte durée et les attentats suicides contre les civils, les assassinats collectifs et les enlèvements continuent². L'opération militaire n'a fait que déplacer le problème puisque les milices et groupes insurgés se sont simplement reportés sur les régions où les troupes de la coalition sont moins présentes, comme Diyala pour les sunnites et le sud pour la milice sadriste.

La complexité des rapports entre gouvernement et groupes armés doit également être prise en compte : dans quelle mesure les politiciens irakiens ont-ils une influence sur les chefs de groupes armés et de milices ? La réponse est variable selon les groupes, mais, en tout état de cause, cette influence est limitée. Les groupes sont donc plus ou moins autonomes par rapport à leur branche politique (s'il y en a une).

² D'après le rapport du Pentagone devant le Congrès américain de juin 2007 (voir « Pentagon: Violence in Iraq Rising despite 'Surge' », *MSNBC News Services*, 13 juin 2007).

Le processus de réconciliation nationale, un vœu pieux

Autre pilier de la politique du gouvernement du Premier ministre al-Maliki, le processus de réconciliation nationale, dont le lancement a été annoncé lors de la prise de fonction du nouveau gouvernement en juin 2006, est confronté à plusieurs écueils, qui l'ont progressivement vidé de sa substance. Le plan comportait plusieurs volets : une proposition d'amnistie aux insurgés « n'ayant pas de sang irakien sur les mains », un assouplissement de la politique de débaassification, la tenue d'une conférence nationale réunissant tous les acteurs politique irakiens, la promesse de s'attaquer à l'infiltration des milices chiites dans les institutions étatiques. Mais, très vite, la plupart des groupes insurgés refusent l'idée d'un processus de réconciliation nationale sous occupation étrangère ; ils soumettent leur participation à des négociations à l'adoption par les forces multinationales d'un plan de retrait de leurs troupes – une éventualité alors fermement rejetée par l'administration Bush. Sans la participation d'une composante essentielle du spectre politique, le processus est d'emblée vidé de sa substance. Cette réticence des acteurs politiques irakiens va d'ailleurs au-delà des insurgés sunnites. Lors de la conférence de La Mecque, le 20 octobre 2006³, par exemple, une charte est signée par différentes personnalités religieuses irakiennes pour condamner la violence sectaire, mais en l'absence notable de deux figures du chiisme irakien – le grand ayatollah al-Sistani et l'imam al-Sadr. Les autres volets du projet sont restés lettre morte. La pendaison de Saddam Hussein, fin décembre 2006, qui devait être l'occasion pour le peuple irakien de tourner la page de la dictature, ne fait qu'attiser les haines communautaires.

Une politique sectaire

Le gouvernement est en effet accusé de mettre en œuvre une politique sectaire. Alors que la MANUI (Mission d'Assistance des Nations Unies en Irak) relève de nombreuses violations des droits de l'homme de la part des services de sécurité gouvernementaux, notamment envers la population sunnite, les membres sunnites du gouvernement ont suspendu leur participation à plusieurs reprises ; les membres sadristes l'ont également suspendue pour protester contre les tentatives gouvernementales de combattre l'Armée du Mehdi.

Ainsi, le gouvernement irakien met en œuvre une politique sectaire, et dispose de moyens bien faibles pour s'imposer face aux groupes armés. Il ne représente, à vrai dire, qu'une source de pouvoir parmi d'autres en Irak.

3)- Des scénarii de sortie de crise peu convaincants

Quels sont les différents *scenarii* de sortie de crise alors envisagés ? Aux États-Unis, la pression s'accroît pour l'établissement d'un calendrier de retrait des troupes américaines. Certains proposent une plus grande implication de la communauté internationale et la recherche d'une solution régionale globale passant par l'ouverture d'un dialogue avec la Syrie et l'Iran. Pour d'autres enfin,

³ Organisée à l'initiative des Saoudiens et sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique, la conférence réunit une cinquantaine de personnalités religieuses sunnites et chiites irakiennes.

qu'ils se trouvent à Washington ou en Irak, la partition de l'Irak sur des bases communautaires apparaît comme la seule solution à terme. Ces différentes propositions sont-elles susceptibles de ramener la paix civile dans ce pays ?

Le retrait des troupes étrangères ?

Faisant écho à l'impopularité de la politique irakienne de G. W. Bush et aux pressions de la société civile⁴, le Congrès, dominé par les démocrates, a entrepris d'infléchir la politique irakienne de l'administration Bush. Bien que ne prônant pas, dans leur majorité, de retrait immédiat, les démocrates ont appelé de leurs vœux un désengagement progressif. Plusieurs propositions de loi⁵ sont ainsi soumises au vote du Congrès.

Cédant en partie aux pressions internes, G.W.Bush a annoncé en septembre 2007 le retrait de troupes américaines, ramenant en fait le niveau des troupes à fin 2006 – l'annonce est donc très symbolique. En effet, la seule décision qui pourrait éventuellement changer un tant soit peu la donne serait un plan de retrait car une partie des groupes armés l'a posée comme pré-condition à toute éventuelle négociation. Cette option est rejetée par l'administration américaine à partir d'un argument simple : une telle initiative enverrait un signal fort aux « terroristes », qui n'auraient qu'à attendre le départ des troupes étrangères pour plonger l'Irak dans le chaos. Malgré l'appel, en mai 2007, de 133 députés irakiens demandant l'établissement d'un plan de retrait des troupes étrangères, le gouvernement irakien est alors lui aussi opposé à cette solution. Si la présence militaire américaine constitue en soi une partie du problème en alimentant une insurrection dirigée contre elle, elle entretient également la fiction de l'État irakien. Sans le soutien américain, le gouvernement irakien n'est plus qu'une faction parmi d'autres et la fragmentation extrême du jeu politique fait peser le risque d'un éclatement du pays.

La partition de l'Irak

La partition du pays apparaît aux yeux de certains comme une option de sortie de crise, régulièrement remise au goût du jour depuis 2003, notamment par le sénateur démocrate Joseph Biden. Cette « *soft partition* » correspondrait à une décentralisation poussée à l'extrême. Même si ce scénario fait son chemin, il n'emporte l'adhésion que d'une minorité d'Irakiens. Un sondage de la Brookings Institution réalisé en juin 2007 montre que, bien que l'écrasante majorité des Irakiens souhaite un Irak unifié (68 %), cette proportion tend à diminuer (79 % en février 2004). À l'inverse, la proportion d'Irakiens favorables à la partition du pays en plusieurs États indépendants, bien que toujours minoritaire (14 %), a augmenté notablement (4 % en février 2004). Enfin, la solution d'une fédération de régions remporte l'adhésion de 28 % des interrogés en 2007 contre 14 % en 2004. Celle-ci est notamment soutenue par une partie des chiites regroupés derrière l'ASRII et par les Kurdes. Or, la partition, « *soft* » ou « *hard* », de l'Irak, ne manquerait pas de déclencher une vague d'hostilités, d'abord en Irak, puisque les sunnites et une partie des chiites y sont farouchement

⁴ Plusieurs associations, comme ANSWER, Not in Our Name, etc. militent pour un retrait anticipé des troupes américaines. Cindy Sheehan, mère d'un soldat américain tué en Irak a, par ailleurs, cristallisé le mouvement anti-guerre autour de sa personne.

⁵ Ainsi, le 1^{er} mai 2007, G. W. Bush a posé son veto à un projet de loi conditionnant l'octroi de budgets militaires à l'établissement d'un calendrier de retrait.

opposés, mais aussi de la part des pays voisins, inquiets des répercussions qu'elle pourrait avoir sur leurs équilibres intérieurs, notamment sur les revendications de leurs populations kurdes (Iran, Turquie, Syrie) ou chiites (Arabie saoudite).

Ainsi, si la stratégie américaine se trouve dans l'impasse, aucune des solutions alternatives n'est véritablement convaincante. Celles-ci apparaissent plutôt motivées par un souci de désengagement rapide du borbier irakien que par la recherche d'une solution politique au conflit.

Conclusion

Le cœur de la problématique irakienne post-2003 est que l'élaboration d'un nouveau compromis national autour de la question du partage du pouvoir, cette étape cruciale, délicate, n'a jamais eu lieu. Seul le hasard ou un miracle auraient pu faire coïncider un tel processus, nécessairement long et ardu, avec le calendrier politique élaboré par les autorités américaines : comment imaginer qu'un tel compromis national émerge en quelques mois et sans heurt dans un pays marqué par une culture politique autoritaire ? Combien de décennies a-t-il fallu aux grandes démocraties occidentales pour devenir des sociétés politiques réconciliées avec elles-mêmes ? Les Irakiens paient tous les jours le prix de ce décalage entre l'idéologie et la réalité, entre la théorie et la pratique.

Comment donc promouvoir une véritable réconciliation, seule capable de permettre l'émergence d'un nouveau pacte national ? Celle-ci ne peut passer, tout d'abord, que par une reconnaissance, de la part des États-Unis mais aussi de la communauté internationale, de la nature du conflit. Refuser de qualifier le conflit irakien de guerre civile, c'est aussi continuer à le lire à travers la grille de lecture de la jeune démocratie en péril menacée par le terrorisme. Or le bon sens le plus élémentaire suffit pour reconnaître qu'il ne saurait y avoir de réconciliation nationale sans réunir tous les acteurs de la violence confessionnelle. Cela passe nécessairement, pour la communauté internationale, par une reconnaissance de la légitimité des uns et des autres, du moins de ceux dont l'agenda politique se revendique du cadre national irakien. Or, depuis 2003, sous couvert de soutien à la jeune démocratie irakienne, les clés du pouvoir sont confiées à une partie au conflit, la coalition kurdo-chiite. Si la situation est bloquée, les rigidités de l'administration américaine y sont pour beaucoup.

De plus, étant donné la responsabilité des voisins de l'Irak dans la dégradation de la situation, et aujourd'hui dans l'alimentation du conflit, toute recherche d'une résolution du conflit ne peut passer que par l'implication des pays voisins (Arabie Saoudite, Iran, Syrie, Turquie notamment).

Cependant, même si l'élection présidentielle de novembre 2008 aux États-Unis peut être l'occasion d'une inflexion de la stratégie stérile actuellement à l'œuvre sur le terrain, l'avenir de l'Irak appartient en définitive aux Irakiens. Eux seuls peuvent décider combien de morts, combien de populations déplacées, combien de territoires perdus puis regagnés, combien d'années seront nécessaires pour que le conflit s'épuise de lui-même et que la négociation soit préférable à la violence et à la haine.